



**FÉDÉRATION CANADIENNE  
DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE**

*Le pouvoir des entrepreneurs.*

---

# **L'énergie et les PME : des iniquités à corriger**

*Présentation devant la Régie de l'énergie*

Mardi le 21 février 2017

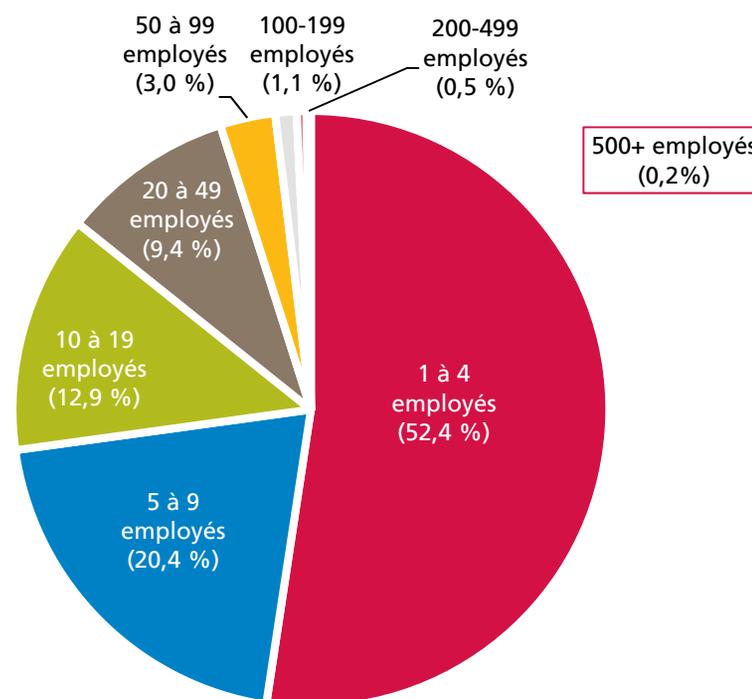
Martine Hébert, vice-présidente principale

Antoine Gosselin, économiste externe

André Turmel, avocat associé

# Au Québec, la majorité des entreprises sont de petite taille

- ▶ 95 % comptent moins de 50 employés
- ▶ 73 % comptent moins de 10 employés
- ▶ Seulement 0,7 % comptent 200 employés ou plus



Nombre d'emplacements employeurs : 255 989

Sources : Statistique Canada, Registre des entreprises, juin 2016

# Les PME = poumon de notre économie

- ▶ Le revenu médian des PME au Québec = autour de 425 000 \$
- ▶ Les PME fournissent 57 % des emplois
- ▶ Elles créent environ la moitié du PIB du secteur privé

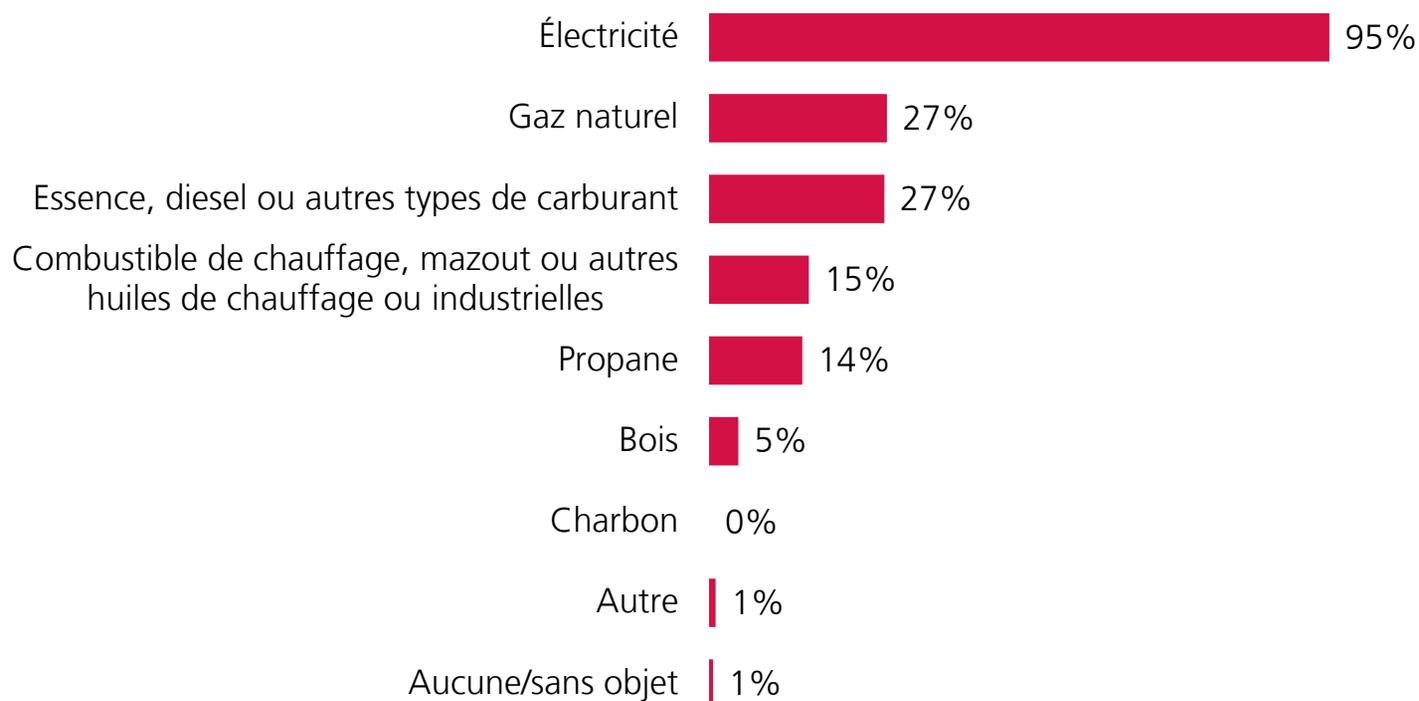


# Les PME et l'énergie : enjeux

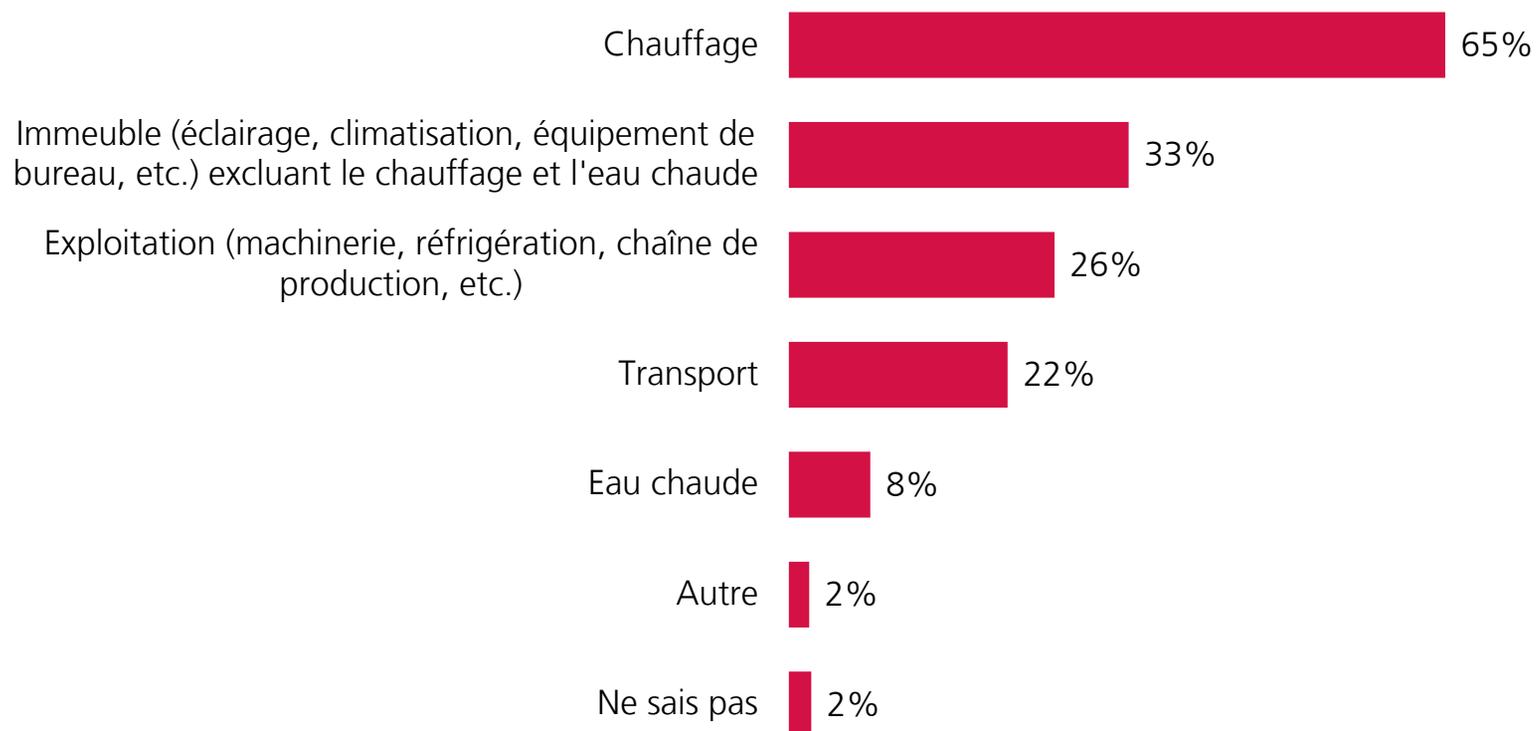
# Méthodologie

- ▶ Sondage mené de septembre à octobre 2013.
- ▶ 777 chefs d'entreprise y ont participé.
- ▶ Marge d'erreur de 3,5 %, 19 fois sur 20.

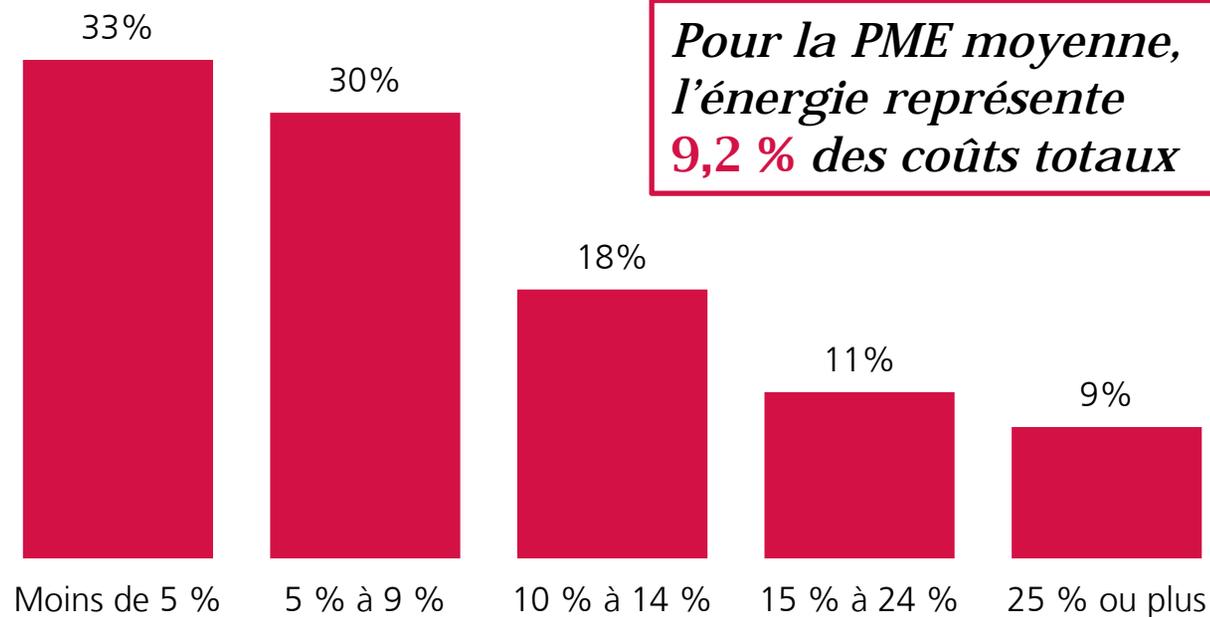
# Principales sources d'énergie dans les PME



# Principaux besoins en énergie des PME

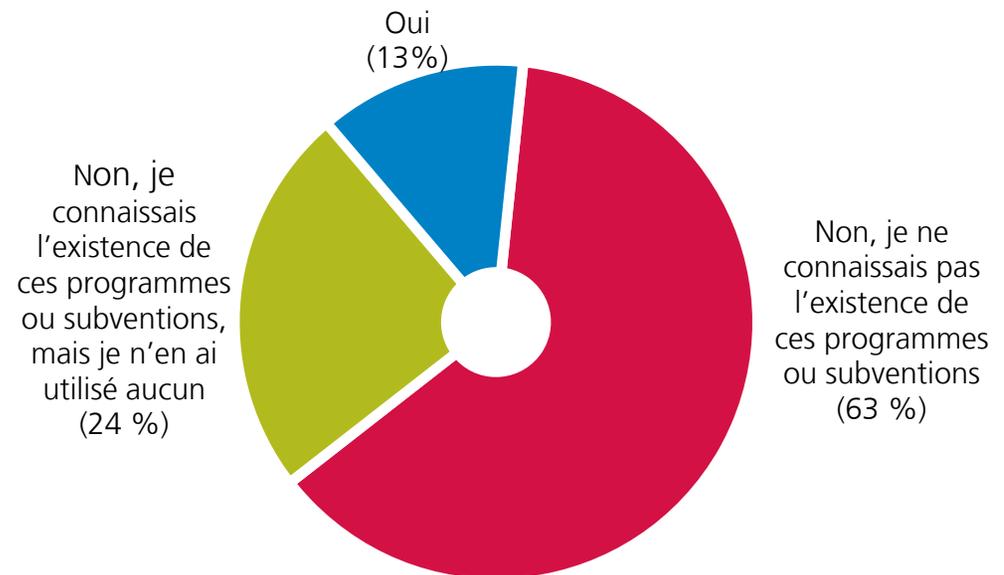


# Part des coûts énergétiques dans les coûts totaux des PME



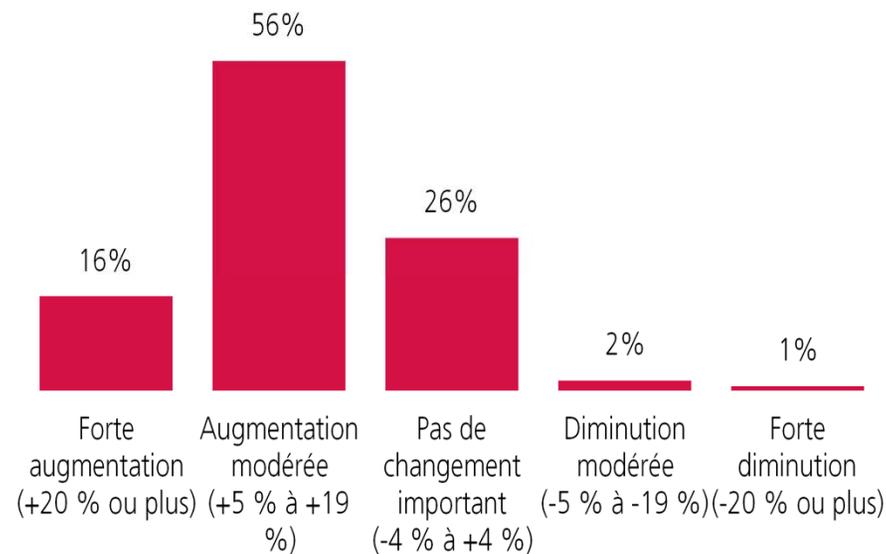
# Effacité énergétique : aide aux PME

- ▶ Peu de PME (**37 %**) connaissent les programmes ou subventions en efficacité énergétique qui sont offerts par les fournisseurs d'énergie ou les gouvernements
- ▶ Environ **87 %** des PME qui ont fait de l'efficacité énergétique depuis 3 ans ne les ont pas utilisés



# Des coûts en évolution

Comment les coûts liés à l'énergie dans votre entreprise ont-ils évolué au cours des trois dernières années?

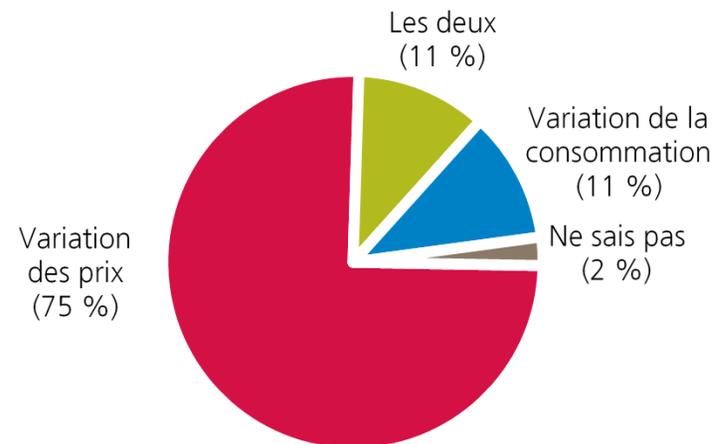


Note(s) : le total n'égalé pas 100 % en raison de l'arrondissement des pourcentages, marge d'erreur de +/- 3,7 %, 19 fois sur 20

Source(s) : sondage de la FCEI sur l'énergie au Québec, septembre-octobre 2013

# Le prix = principal source d'augmentation des coûts

À quoi attribuez-vous l'évolution des coûts liés à l'énergie dans votre entreprise au cours des trois dernières années?



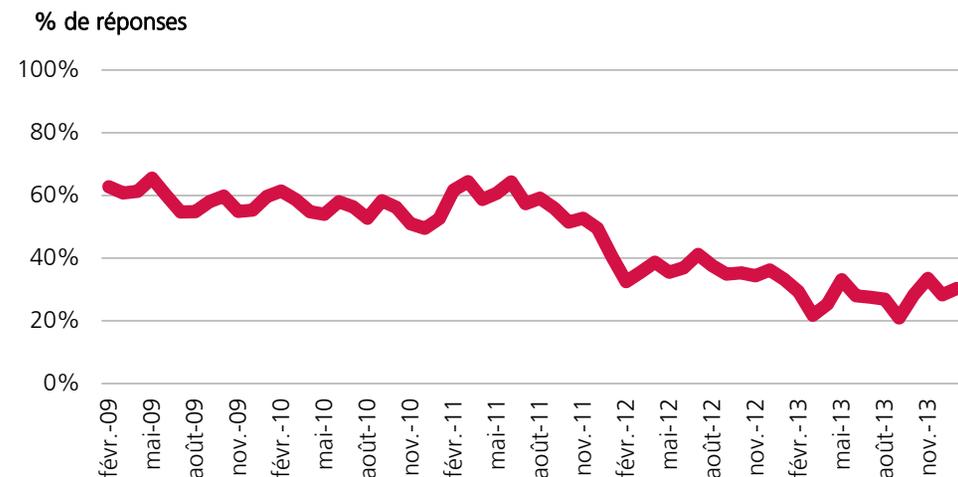
*Note(s) : le total n'égale pas 100 % en raison de l'arrondissement des pourcentages, marge d'erreur de +/- 4,4 %, 19 fois sur 20*

*Source(s) : sondage de la FCEI sur l'énergie au Québec, septembre-octobre 2013*

# Un frein à la croissance

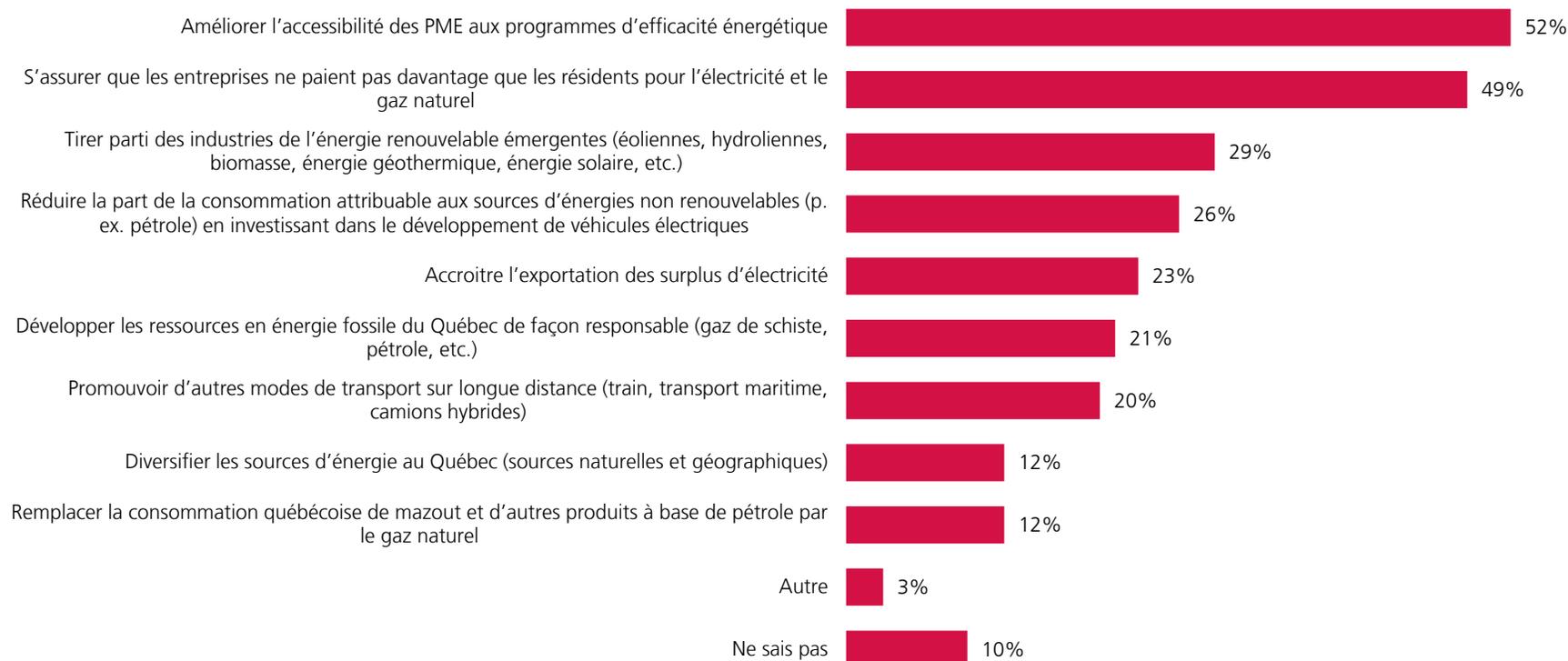
- ▶ Bien qu'en diminution depuis quelques années, les préoccupations liées au coûts énergétiques demeurent élevées chez les PME.
- ▶ En moyenne, depuis 3 ans, près de 40 % des membres de la FCEI ont identifié l'énergie comme un frein important à leur croissance.

## PME québécoises identifiant les coûts énergétiques comme une préoccupation



Source : FCEI, Baromètre des affairesMD données historiques.

# Comment aider les PME à mieux gérer leurs coûts ?



*Note : Les répondants pouvaient sélectionner trois réponses au maximum  
Source : Sondage de la FCEI sur l'énergie au Québec, septembre-octobre 2013.*

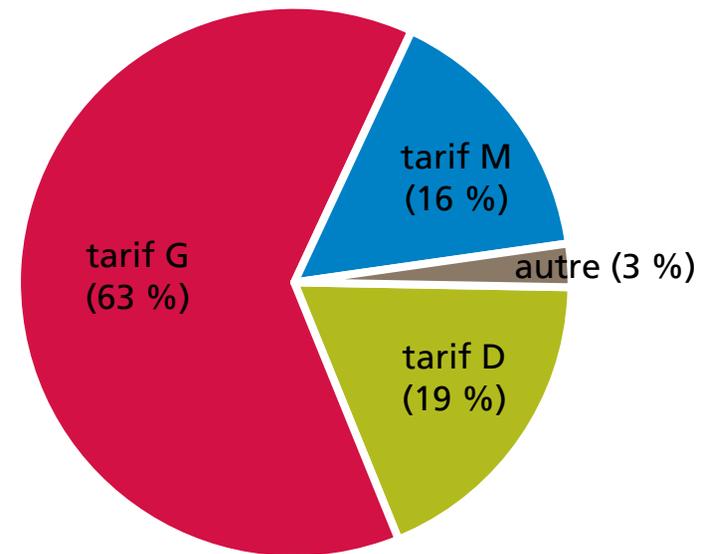
# Des enjeux économiques importants

- ▶ Québec = fardeau fiscal le plus lourd au Canada pour les PME:
  - Taux d'imposition à 8% dans secteurs clé (ex: commerce de détail, restauration, hébergement, etc.) contre 4% au Canada
  - Taxes sur la masse salariale 56% plus élevées que dans le ROC
- ▶ PME n'ont pas ou peu accès aux programmes en efficacité énergétique et tarification fixe empêche optimisation énergétique
- ▶ Important d'accroître la compétitivité des PME, surtout dans contexte actuel (AECG, ALÉNA, etc.)
- ▶ PME payent la part du lion de l'interfinancement: 854 Millions \$, grandes puissances = 163 millions \$ (Source: Chaire de gestion de l'énergie des HEC)

# Profil de consommation des PME

## Électricité :

- ▶ Tarif D = domestique et agricole (indice d'interfinancement = **0,84**)
- ▶ Tarif G = petite puissance (indice d'interfinancement = **1,19**)
- ▶ Tarif M = moyenne puissance (indice d'interfinancement = **1,31**)
- ▶ Tarif L et LG = grande puissance (indice d'interfinancement = 1,14 et 1,09)



---

# Premières recommandations

- ▶ Abolition de l'interfinancement afin de rétablir l'équité entre les différentes catégories de consommateurs d'énergie (résidents, petites, moyennes et grandes entreprises, autres utilisateurs) et soutenir compétitivité.
- ▶ Pas insensibles aux difficultés des ménages à faible revenus, on demande donc mécanismes qui s'imposent en ce sens.
- ▶ Que cette abolition soit échelonnée dans le temps afin d'atténuer les impacts sur les autres classes tarifaires.

# Gaz naturel et interfinancement

	Gaz Métro	Gazifère
Résidentiel	Petit D1: 0,84	Tarif 2: 0,95
<b>Affaires</b>	<b>Grand D1: 1,07</b> <b>D3: 1,11</b>	<b>Tarif 1: 1,11</b> <b>Tarif 3: 1,13</b>
Industriel	D4: 1,01 D5: 0,98	Tarif 5: 1,05 Tarif 9: 0,90

Sources: HQ:R-3980-2016; Gaz Métro: R-3752-2011; Gazifère R-3969-2016

D1a: (<3650 10<sup>3</sup>m<sup>3</sup>); D1b : (>3 650 10<sup>3</sup>m<sup>3</sup>).

Note le tarif 1 de Gaz Métro ne distingue pas les clients en fonction de l'usage. Certains clients affaires peuvent avoir une consommation moindre que 3650 10<sup>3</sup>m<sup>3</sup> et certains clients résidentiels peuvent avoir une consommation supérieure à 3650 10<sup>3</sup>m<sup>3</sup>.

# Interfinancement: une conjoncture inquiétante

- ▶ Recherche d'un niveau « optimal » d'interfinancement pour maximiser l'utilisation du réseau de distribution
- ▶ Demande d'affaiblissement des critères de rentabilité dans le secteur gazier.
  - ▶ *Perte d'un rempart contre la détérioration de l'interfinancement*
- ▶ Volonté d'Hydro-Québec de concurrencer le gaz naturel dans la chauffe résidentielle
- ▶ Absence de contrainte de rentabilité chez HQD
- ▶ Analyse en vase clos des dossiers tarifaires en électricité gaz naturel
- ▶ **Conséquence: Risque de détérioration de l'interfinancement**

---

## Trois clés pour favoriser une amélioration de l'interfinancement

- ▶ Maintenir des critères de rentabilité strictes pour le développement du réseau gazier
- ▶ Faire croître le coût de la chauffe électrique résidentielle jusqu'au coût marginal de long terme
- ▶ Favoriser les programmes commerciaux plutôt que l'interfinancement des tarifs de distribution de gaz naturel

# Optimisation des choix énergétiques et options tarifaires en électricité

- ▶ Rôle des distributeurs d'énergie: offrir un accès flexible à l'énergie aux meilleures conditions possibles
- ▶ Constat: absence d'options permettant d'optimiser les coûts pour la majorité des PME
- ▶ Recommandation: Offrir davantage de choix tarifaires
  - ▶ *Tarifification différenciée dans le temps*
    - Exemple 1: Tarif de type DT pour le tarif G
    - Exemple 2: Intégration des nouvelles technologies de stockage de l'électricité

# Le financement des orientations et choix sociaux par les tarifs

- ▶ Volonté d'étendre les activités des distributeurs au-delà de leur mission
  - ▶ *Développement de l'industrie éolienne*
  - ▶ *Électrification des transports*
  - ▶ *Développement de la production de gaz naturel renouvelable*
  - ▶ *Développement du marché du GNL et du GNC*
- ▶ Le financement des orientations et choix sociaux par les tarifs est indésirable et inéquitable
- ▶ Il existe déjà des moyens de favoriser le développement de certaines activités lorsque cela est à l'avantage de la clientèle

# Sommaire des recommandations

- ▶ Abolir l'interfinancement afin de rétablir l'équité entre les différentes catégories de consommateurs d'énergie (résidents, petites, moyennes et grandes entreprises, autres utilisateurs) et soutenir compétitivité
  - ▶ *Pas insensibles aux difficultés des ménages à faible revenus, on demande donc mécanismes qui s'imposent en ce sens*
  - ▶ *Que cette abolition soit échelonnée dans le temps afin d'atténuer les impacts sur les autres classes tarifaires*
- ▶ Maintenir des critères de rentabilité strictes pour le développement du réseau gazier
- ▶ Faire croître le coût de la chauffe électrique résidentielle jusqu'au coût marginal de long terme
- ▶ Favoriser les programmes commerciaux plutôt que l'interfinancement des tarifs en distribution de gaz naturel

---

# Sommaire des recommandations

- ▶ Donner davantage de choix tarifaires pour permettre aux PME d'optimiser leur utilisation de l'énergie et leurs coûts
- ▶ Responsabilité des PME = créer des emplois et de la richesse collective, responsabilité de l'État: mettre en place programmes sociaux
- ▶ S'assurer que les tarifs énergétiques ne deviennent pas des « taxes déguisées » pour financer des orientations et choix sociaux